

ARRETES PERMANENTS

NOVEMBRE 2024

LE MAIRE DE LA VILLE
DE CLERMONT-FERRAND

VU le Code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles L. 511-3 et suivants ;

VU l'arrêté de péril imminent en date du 04 novembre 2015;

VU le rapport de Monsieur SOARES Hervé, technicien à la Direction du Patrimoine Bâti (DPB) de la Ville de Clermont-Ferrand, en date du 2 août 2016.

CONSIDÉRANT que les mesures prises ont mis fin durablement au danger, il y a lieu de prendre acte de leur réalisation et de la date de leur achèvement et d'en tirer les conséquences de droit ;

ARRÊTE

Article 1 Sur la base du rapport établi par Monsieur SOARES Hervé, technicien à la DPB, il est pris acte de la réalisation des travaux qui mettent fin au danger.

En conséquence, il est prononcé la mainlevée de l'arrêté prescrivant la réparation de l'immeuble menaçant ruine, sis 3, rue Thomas à Clermont-Ferrand cadastré section HZ57, représenté par son nouveau syndic, l'agence CEGADIM domiciliée 14, place Delille 63000 Clermont-Ferrand ;

Article 2 Les dispositions des articles L. 521-1 à L. 521-4 du Code de la construction de l'habitation sont applicables. Ainsi, les loyers ou toutes autres sommes versées en contrepartie de l'occupation seront à nouveau dus à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage du présent arrêté. A cette même date, la durée résiduelle des baux est celle qui restait à courir au premier jour du mois suivant l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de péril imminent du 04 novembre 2015.

Article 3 Le présent arrêté sera notifié aux copropriétaires par le syndic, l'agence CEGADIM domiciliée 14, place Delille 63000 Clermont-Ferrand et affiché en mairie.

Article 4 Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au fichier immobilier du service de la Publicité Foncière dont dépend l'immeuble.

Article 5 Le présent arrêté sera transmis au Préfet du Département, au Président de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale compétent en matière d'habitat, aux organismes payeurs des Aides Personnelles au Logement ainsi qu'au gestionnaire du Fonds de Solidarité pour le Logement du département.

Article 6 Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de la ville de Clermont-Ferrand dans le délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans le délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'Administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Le Tribunal Administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Article 7 Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Directeur Interdépartemental de la Police Nationale et tous les agents de la Force Publique sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Clermont-Ferrand, le - 7 NOV. 2024

Pour le Maire et par délégation,
L'Adjoint à la protection des Populations,



Jérôme GODARD

Direction de la Qualité de Vie au Travail
Service des Relations et de l'Action sociale

LE MAIRE DE LA VILLE DE CLERMONT-FERRAND

- Vu le code de la fonction publique,
- Vu le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatifs aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale,
- Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 15 avril 2022 portant création du CST et de la FSSST,
- Considérant le résultat des élections des représentants du personnel au comité social territorial le 8 décembre 2022,

A R R Ê T É

ARTICLE 1 : Outre Monsieur Olivier BIANCHI, Président, la composition de la représentation de la collectivité à la Formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail est fixée ainsi :

MEMBRES TITULAIRES :

- Monsieur Olivier BIANCHI, Maire
- Monsieur Frédéric PILAUD, Conseiller Municipal délégué
- Madame Valérie BERNARD, Conseillère Municipale déléguée
- Monsieur Thomas WEIBEL, Conseiller Municipal délégué
- Monsieur Cyril CINEUX, Adjoint au Maire
- Madame Agnès FROMENT, Directrice Générale des Services
- Madame Marie LAFONT, Directrice de l'Administration et de l'Accompagnement des Agents
- Monsieur Christophe DEBUIRE, Directeur de la Construction et de la gestion responsable du patrimoine
- Madame Dolorès LAOPE, Directrice Générale Adjointe des Ressources Humaines, de la Relation Usagers et de la Transformation Digitale
- Monsieur Belaïd IBRAHIM-OUALI, Directeur de la Prévention, de la Santé et de l'Action Sociale Solidaire

MEMBRES SUPPLEANTS :

- Madame Claudine KHATCHADOURIAN-TECER, Conseillère Municipale déléguée
- Madame Laëtitia BEN SADOK, Conseillère Municipale déléguée
- Monsieur Christophe BERTUCAT, Adjoint au Maire
- Monsieur Lucas PEYRE, Conseiller municipal délégué
- Madame Sylviane TARDIEU, Adjointe au Maire
- Monsieur Pascal VIVIER, Directeur Général Adjoint
- Madame Géraldine DEROZIER, Directrice de l'alimentation durable et de l'écologie urbaine
- Madame Isabelle PERRIER, Directrice de la Santé publique
- Madame Emilie MASIERI, Direction de l'Administration et de l'Accompagnement des Agents
- Monsieur Clément VOLDIOIRE, Directeur de l'Enfance et de la Jeunesse

ARTICLE 2 : La composition de la représentation des délégués du personnel à la Formation spécialisée en santé, sécurité et conditions de travail est fixée comme suit :

MEMBRES TITULAIRES :

- Monsieur Didier MICHY - Adjoint technique principal 1^{ère} classe - (CFDT)
- Monsieur Nicolas CHASSAGNE - Brigadier-chef principal - (CFDT)
- Madame Delphine LEVERGEOIS - Agent de maîtrise - (CFDT)
- Monsieur Pierre THEVENOUX - Attaché principal - (Territoriaux 63 CFTC)
- Madame Carole ROUX - Adjoint technique principal 1^{ère} classe - (Territoriaux 63 CFTC)
- Monsieur Guillaume CHAUX - Adjoint technique principal 1^{ère} classe - (CGT)
- Monsieur Antony CHALEIX - Adjoint technique principal 1^{ère} classe - (CGT)
- Monsieur Olivier CHABAUD - Adjoint technique principal 1^{ère} classe - (FO)
- Monsieur René Louis HOFSTRA - Adjoint administratif principal 2^e classe - (UNSA)
- Monsieur Jérôme ESCLATINE - Directeur de Police municipale - (UNSA)

MEMBRES SUPPLEANTS :

- Madame Caroline LARDY - Adjoint d'animation principal 2^e classe - (CFDT)
- Monsieur Alexis DUTRIEUX - Brigadier-chef principal - (CFDT)
- Madame Ophélie CARRETTA - Auxiliaire de puériculture - (CFDT)
- Madame Emilie CHATEAU - Agent de maîtrise - (CFDT)
- Madame Chrystelle MERAVILLE - Adjoint technique principal 2^e classe - (CFDT)
- Madame Christine LORQUET - Chef de service de PM principal 2^e classe - (CFDT)
- Madame Saadia KHALFI - Adjoint d'animation - (Territoriaux 63 CFTC)
- Monsieur Hassan RIFI - Adjoint technique principal 1^{ère} classe - (Territoriaux 63 CFTC)
- Madame Diolinda SZYMANSKI - Adjoint technique principal 2^e classe - (Territoriaux 63 CFTC)
- Madame Catherine COURSIERE - Agent de maîtrise - (Territoriaux 63 CFTC)
- Monsieur Thibault CHAMPROBERT - Adjoint d'animation - (CGT)
- Madame Marilynne FALCAO - Adjoint d'animation principal 2^e classe - (CGT)
- Monsieur Nicolas RAFFIER - Adjoint technique principal 1^{ère} classe - (CGT)
- Monsieur Sébastien VOISSE - Rédacteur principal 1^{ère} classe - (CGT)
- Monsieur Joao LOUREIRO DE JESUS - Adjoint technique principal 2^e classe - (FO)
- Madame Séverine MARTINEZ - Adjoint technique principal 1^{ère} classe - (FO)
- Madame Chrystelle MONNET - Adjoint administratif principal 1^{ère} classe - (UNSA)
- Monsieur Thomas DREVON - Adjoint d'animation principal 2^e classe - (UNSA)
- Monsieur Philippe BEROUD - Rédacteur principal 2^e classe - (UNSA)
- Monsieur Grégory GARCIA - Adjoint technique - (UNSA)

ARTICLE 3 : Les arrêtés du 27 décembre 2022, du 28 décembre 2022, du 09 janvier 2023, du 15 mai 2023, du 27 février 2024, du 4 juillet 2024, du 8 juillet 2024, du 29 août 2024 et du **23 OCT. 2024** sont abrogés.

ARTICLE 4 : Un exemplaire du présent arrêté sera transmis à Madame la Directrice Générale des Services qui reste chargée d'en assurer l'exécution.

CLERMONT-FERRAND, le **13 NOV. 2024**

LE MAIRE,

OLIVIER BIANCHI

Direction de la Qualité de vie au travail
Service Concertation Sociale

LE MAIRE DE LA VILLE DE CLERMONT-FERRAND

- Vu le code de la fonction publique,
- Vu le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatifs aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,
- Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 15 avril 2022 portant création du CST et de la FSSSCT,
- Considérant le résultat des élections des représentants du personnel au comité social territorial le 8 décembre 2022.

A R R E T E

ARTICLE 1 : La composition de la représentation des délégués du personnel au Comité Social Territorial est fixée comme suit :

REPRESENTANTS DU PERSONNEL

MEMBRES TITULAIRES

- Madame LEVERGEOIS Delphine - Agent de maîtrise – (CFDT)
- Monsieur CHASSAGNE Nicolas - Brigadier chef principal de Police Municipale - (CFDT)
- Monsieur MICHY Didier Alain - Adjoint technique principal 1^{ère} classe - (CFDT)
- Monsieur THEVENOUX Pierre - Attaché principal - (CFTC Territoriaux 63)
- Madame ROUX Carole - Adjoint technique principal 1^{ère} classe - (CFTC Territoriaux 63)
- Monsieur CHALEIX Antony - Adjoint technique principal 1^{ère} classe - (CGT)
- Monsieur CHAUX Guillaume - Adjoint technique principal 1^{ère} classe - (CGT)
- Monsieur CHABAUD Olivier - Adjoint technique principal 1^{ère} classe - (FO)
- Monsieur ESCLATINE Jérôme - Directeur de Police Municipale - (UNSA)
- Monsieur HOFSTRA René-Louis - Adjoint administratif principal 2^e classe - (UNSA)

MEMBRES SUPPLEANTS :

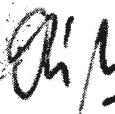
- Monsieur LAGUET Vincent – Adjoint technique principal 1^{ère} classe - (CFDT)
- Madame DI FRANCESCO Stéphanie - Auxiliaire de puériculture de classe supérieure - (CFDT)
- Madame AIT OUARET Louisa - Adjoint technique - (CFDT)
- Monsieur NOUAOURIA Hakim - Adjoint technique principal 2^e classe (CFTC Territoriaux 63)
- Monsieur OUHADIA Mustapha - Adjoint technique principal 1^{ère} classe - (CFTC Territoriaux 63)
- Monsieur VIGIER Rémi - Adjoint technique principal 1^{ère} classe - (CGT)
- Monsieur VOISSE Sébastien - Rédacteur principal 1^{ère} classe - (CGT)
- Monsieur WYCZISK Christophe - Adjoint technique principal 1^{ère} classe - (FO)
- Madame NOBLET Isabelle - Adjoint technique principal 1^{ère} classe - (UNSA)
- Monsieur DREVON Thomas - Adjoint d'animation principal 2^e classe (UNSA)

ARTICLE 2 : Les arrêtés du 27 décembre 2022, du 28 décembre 2022, du 9 janvier 2023, du 15 juin 2023, du 27 février 2024 et du 29 août 2024 sont abrogés.

ARTICLE 3 : Un exemplaire du présent arrêté sera transmis à Madame la Directrice Générale des Services qui reste chargée d'en assurer l'exécution.

CLERMONT-FERRAND, LE 14 NOV. 2024

Le Maire,


Olivier BIANCHI

Département du Puy de Dôme
Commune de Clermont-Ferrand

REGLEMENTATION PERMANENTE DE CIRCULATION
rue d'Aulteribe

Le Maire de la commune de Clermont-Ferrand

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 et L. 2213-6
Vu l'article R.610-5 du Code Pénal
Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales,
Vu le Code de la voirie routière,
Vu le Code de la route et notamment les articles R. 110-2, R. 411-3, R. 411-8, R.411-25, R. 412-35, R. 415-11 et R. 417-10
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription
Vu l'arrêté municipal du 22 novembre 1950 portant règlement général de la circulation de la ville de CLERMONT-FERRAND ,
ensemble les arrêtés qui l'ont complété ou modifié
Vu les arrêtés de délégations de signature

Considérant qu'il incombe à l'autorité détentrice du pouvoir de police de circulation de veiller à la sécurité des usagers de la voie publique,

Considérant qu'il y a lieu de réglementer le stationnement et la circulation par mesure de sécurité publique

ARRÊTE

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la mise en place de la signalisation réglementaire prévue par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière.

Article 1 : La zone définie par la voie suivante : **rue d'Aulteribe (partie SUD), entre la rue du Château des Vergnes et l'impasse (voie de desserte de l'école Jules Verne)** constitue une zone de rencontre.

Tout stationnement d'un véhicule sur l'aire de rencontre, en dehors des emplacements aménagés à cet effet, est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route.

Article 2 : Les dispositions définies par le présent arrêté abrogent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 3 : La Directrice Générale des Services, Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et tous les Agents de la Force Publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, dans un délai de deux mois à compter de la date de son affichage ou de sa publication. La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens via le site www.telerecours.fr

À Clermont-Ferrand, le **21 NOV. 2024**

Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué,

Le Maire,



Cyril CINEUX

Département du Puy de Dôme
Commune de Clermont-Ferrand

REGLEMENTATION PERMANENTE DE STATIONNEMENT
place Delille

Le Maire de la commune de Clermont-Ferrand

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 et L. 2213-6
Vu l'article R.610-5 du Code Pénal
Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales,
Vu le Code de la voirie routière,
Vu le Code de la route et notamment les articles 417-12, R. 411-8, R.411-25, R. 417-9 et R. 417-10
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription, le livre 1, 5ème partie, signalisation d'indication, des services et de repérage et le livre 1, 7ème partie, marques sur chaussée
Vu l'arrêté municipal du 22 novembre 1950 portant règlement général de la circulation de la ville de CLERMONT-FERRAND , ensemble les arrêtés qui l'ont complété ou modifié
Vu les arrêtés de délégations de signature

Considérant qu'il incombe à l'autorité détentrice du pouvoir de police de circulation de veiller à la sécurité des usagers de la voie publique,

Considérant qu'il y a lieu de réglementer le stationnement par mesure de sécurité publique

ARRÊTE

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la mise en place de la signalisation réglementaire prévue par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière.

Article 1 : Les véhicules de livraison ont un emplacement de stationnement réservé **3 place Delille** sur 1 place.

Le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé est interdit.

Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la Route et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 : Les dispositions définies par le présent arrêté abrogent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 3 : La Directrice Générale des Services, Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et tous les Agents de la Force Publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, dans un délai de deux mois à compter de la date de son affichage ou de sa publication. La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens via le site www.telerecours.fr

À Clermont-Ferrand, le **21 NOV. 2024**

Le Maire,

Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué,



Cyril CINEUX

Département du Puy de Dôme
Commune de Clermont-Ferrand

REGLEMENTATION PERMANENTE DE STATIONNEMENT
rue d'Alsace

Le Maire de la commune de Clermont-Ferrand

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 et L. 2213-6
Vu l'article R.610-5 du Code Pénal
Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales,
Vu le Code de la voirie routière,
Vu le Code de la route et notamment les articles 417-12, R. 411-8, R.411-25, R. 417-9, R. 417-10 et R. 417-11
Vu l'arrêté municipal du 22 novembre 1950 portant règlement général de la circulation de la ville de CLERMONT-FERRAND ,
ensemble les arrêtés qui l'ont complété ou modifié
Vu les arrêtés de délégations de signature

Considérant qu'il incombe à l'autorité détentrice du pouvoir de police de circulation de veiller à la sécurité des usagers de la voie publique,

Considérant qu'il y a lieu de réglementer le stationnement par mesure de sécurité publique

ARRÊTE

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la mise en place de la signalisation réglementaire prévue par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière.

Article 1 : Les personnes à mobilité réduite ont une 1 place réservée **face au 15 rue d'Alsace.**

Le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé est interdit.

Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme très gênant au sens de l'article R. 417-11 du Code de la Route et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 : Les dispositions définies par le présent arrêté abrogent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

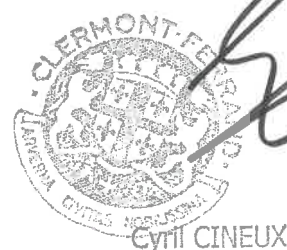
Article 3 : La Directrice Générale des Services, Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et tous les Agents de la Force Publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, dans un délai de deux mois à compter de la date de son affichage ou de sa publication. La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens via le site www.telerecours.fr

À Clermont-Ferrand, le **21 NOV. 2024**

Le Maire,

Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué,



CYRIL CINEUX

Département du Puy de Dôme
Commune de Clermont-Ferrand

REGLEMENTATION PERMANENTE DE STATIONNEMENT
rue de Strasbourg

Le Maire de la commune de Clermont-Ferrand

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 et L. 2213-6
Vu l'article R.610-5 du Code Pénal
Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales,
Vu le Code de la voirie routière,
Vu le Code de la route et notamment les articles 417-12, R. 411-8, R.411-25, R. 417-9, R. 417-10 et R. 417-11
Vu l'arrêté municipal du 22 novembre 1950 portant règlement général de la circulation de la ville de CLERMONT-FERRAND ,
ensemble les arrêtés qui l'ont complété ou modifié
Vu les arrêtés de délégations de signature

Considérant qu'il incombe à l'autorité détentrice du pouvoir de police de circulation de veiller à la sécurité des usagers de la voie publique,

Considérant qu'il y a lieu de réglementer le stationnement par mesure de sécurité publique

ARRÊTE

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la mise en place de la signalisation réglementaire prévue par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière.

Article 1 : Les personnes à mobilité réduite ont sur 1 place réservée **face au 14 rue de Strasbourg.**

Le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé est interdit.

Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme très gênant au sens de l'article R. 417-11 du Code de la Route et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 : Les dispositions définies par le présent arrêté abrogent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 3 : La Directrice Générale des Services, Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et tous les Agents de la Force Publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, dans un délai de deux mois à compter de la date de son affichage ou de sa publication. La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens via le site www.telerecours.fr

À Clermont-Ferrand, le **21 NOV. 2024**

Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué,

Le Maire,



Cyril CINEUX

ARRÊTÉ DE DÉLÉGATION DE SIGNATURE EN MATIÈRE DE COMMANDE PUBLIQUE POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE

Services à la Population

LE MAIRE DE LA VILLE DE CLERMONT-FERRAND

- Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et plus
- Précisément les articles L 2122-22 portant délégation du Conseil Municipal au Maire et L.2122-19 autorisant le Maire à donner délégation de signature à certaines catégories d'agents municipaux
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 27 septembre 2022 portant délégation donnée à Monsieur le Maire pour accomplir certains actes de gestion et prévoyant la délégation de signature aux fonctionnaires visés à l'article L.2122-19 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu l'arrêté municipal en vigueur donnant délégation de fonctions à Madame Sondès EL HAFIDHI, 19ème adjointe, pour assurer notamment les services concernant les marchés publics ;
- Considérant que la délégation de signature visée à l'article L.2122-19 du Code Général des Collectivités Territoriales peut être accordée à la Directrice Générale des Services, aux directeurs généraux adjoints, directeurs et chefs de service ;
- Considérant qu'il convient d'assurer matériellement et dans des conditions de rapidité optimale la bonne marche des services ;
- Considérant l'absence de Monsieur Rémi PRIEUR et la désignation d'Alex SUCHET en qualité de Directeur de l'éducation par intérim ;

ARRETE

ARTICLE 1

En l'absence de Rémi PRIEUR et sous l'autorité de Madame **Julie HAMELIN**, Monsieur **Alex SUCHET** reçoit, en qualité de Directeur de l'Education par intérim, et dans la limite de ses attributions, délégation de signature manuscrite et électronique pour :

- les lettres de consultation, de compléments, courriers aux entreprises retenues et non retenues, pour les contrats et marchés d'un montant supérieur à 10 000 € HT et au plus égal à 25 000 € HT ;

- les engagements financiers d'un montant supérieur à 10 000 € HT et au plus égal à 25 000 € HT et toutes décisions liées à l'exécution de marchés conclus après une procédure adaptée ou formalisée ;
- les engagements financiers d'un montant au plus égal à 10 000 € HT et toutes décisions liées à l'exécution de marchés conclus après une procédure passée sous l'empire de l'article R 2122-8 du code de la commande publique ;
- les actes modificatifs inférieurs à 5% du montant du marché pour les marchés d'un montant supérieur à 10 000 € HT et au plus égal à 25 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur **Alex SUCHET**, la délégation visée au présent article est exercée par Madame **Julie HAMELIN**, Directrice Générale Adjointe des Services à la Population.

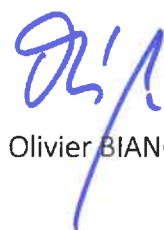
ARTICLE 2 : Les mesures du présent arrêté prévalent, durant l'absence de Rémi PRIEUR, en cas de contradiction avec les dispositions de l'arrêté du 13 décembre 2023 portant délégation en vigueur concernant la Direction de l'Éducation et notamment son article 18.

ARTICLE 3 : Les délégations faisant l'objet du présent arrêté s'exerceront sous la surveillance et la responsabilité du Maire et sous la réserve de son pouvoir réglementaire.

ARTICLE 4 : Mme la Directrice Générale des Services de la Ville de Clermont-Ferrand est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Clermont-Ferrand, le 15 NOV 2024

Le Maire,



Olivier BIANCHI



*Le Maire certifie sous sa responsabilité
le caractère exécutoire de cet acte*

- Notifié le

- Transmis au représentant de l'Etat le 15 NOV 2024

- Affiché le

PUBLICATION SUR INTERNET

En application des dispositions du **Code Général des Collectivités Territoriales**, et notamment des dispositions **des articles L 2121-24, L 2131-1 et de l'article R 2131, relatives au caractère exécutoire et à l'ouverture des voies et délais de recours**, la Commune de Clermont-Ferrand a publié sur son site internet le 18 novembre 2024 les actes administratifs listés en annexe.

Ces documents sont mis à la disposition du public et consultables au service des Archives en Mairie, rue Philippe Marcombes, du lundi au vendredi de 8 h 30 à 16 h 30.

L'affichage de l'information de cette publication a été effectué sur internet à compter du 18 novembre 2024 pour une durée de deux mois.

Fait à Clermont-Ferrand, le 18 novembre 2024

Pour servir et valoir ce que de droit

Le Maire



Olivier BIANCHI



ANNEXE :
Certificat de publication sur internet d'actes administratifs
du 18 novembre 2024

- Arrêté du 15 novembre 2024 arrêté de délégation de signature A. Suchet